

SUR LA CHINE, UNE FORCE D'AGRÉGATION POTENTIELLE EN ASIE

Prospettiva Marxista n. 66 Novembre 2016

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le continent asiatique a connu des bouleversements importants qui en ont changé le visage et ont modifié les rapports de force entre les États. Le développement économique des pays émergents a accompagné la croissance de toute la zone du Pacifique; il a contribué à créer une configuration géopolitique multipolaire qui permet à une pluralité d'acteurs capables d'intervenir activement dans les dynamiques internationales. Dans l'agencement qui précéda le conflit impérialiste, seul le Japon pouvait rivaliser avec les puissances occidentales capitalistiquement mûres et exercer une action unificatrice dans cette région; aujourd'hui, nous devons déterminer quelle puissance pourrait effectivement exercer une fonction d'agrégation en Asie. La Chine est désormais une réalité centrale, au point de vue économique et militaire, mais aussi démographique, dans les dynamiques régionales; sa montée en puissance conditionne le comportement de tous les États avoisinants, et son renforcement nous amène à croire qu'aucun processus potentiel d'agrégation régionale ne pourra se faire contre elle.

L'Asie du Sud-Est, zone d'influence prioritaire pour la Chine

C'est en Asie du Sud-Est, sa zone d'influence la plus directe, son arrière-cours, que la République populaire de Chine mesure le degré effectif de sa projection extérieure et ses ambitions à l'hégémonie régionale. Il s'agit d'une macro-région située entre l'Inde et la Chine, entre les océans Indien et Pacifique, et qui comprend de nombreux États: Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Myanmar (Birmanie), Vietnam, Cambodge, Laos, Singapour, Philippines et Brunei.

Durant toute son histoire, la Chine n'a jamais cultivé des rapports paritaires avec ses voisins. Ce n'est que sous la pression des raids occidentaux que l'empire chinois décida, au XIX^e siècle, de créer une sorte de ministre des Affaires extérieures afin de gérer les relations diplomatiques avec les puissances étrangères: poste alors conçu comme temporaire, et qui devait être aboli dès que la crise aurait été surmontée. Selon Henry Kissinger, les Chinois ont toujours considéré les relations internationales d'une façon différente du modèle européen: «Dans son rôle impérial, la Chine n'offrait pas aux peuples étrangers environnants l'égalité, mais l'impartialité: elle allait les traiter d'une façon humaine et compréhensive conformément à leur degré d'assimilation à la culture chinoise et à leur observance des rituels qui exprimaient la soumission à la Chine.» Aujourd'hui, Pékin ne peut se permettre de fonctionner en autarcie et il doit entretenir des relations avec les États avoisinants. Etant donné sa nature capitaliste, il faut que la Chine participe au partage du marché mondial et défende ses intérêts géopolitiques. Elle a désormais abandonné sa politique étrangère antérieure qui consistait à adopter un profil bas; elle joue un rôle beaucoup plus actif dans la région et utilise sa puissance économique croissante afin de nouer des alliances et d'exercer une action de premier plan dans les processus de coopération internationale. La tentative de renforcer la ligne directrice tournée vers l'Occident par une nouvelle Voie de la Soie, la naissance de l'Infrastructure Asian Investment Bank et la proposition d'une zone de libre échange dans la région du Pacifique (la Free Trade Area of the Asia-Pacific) indiquent l'engagement et la volonté de la Chine d'élargir son influence au niveau mondial.

Le Sud-Est asiatique reste la priorité absolue pour les intérêts chinois et la clé pour la suprématie régionale. Cette région est la porte d'accès à des ressources naturelles comme le pétrole, car environ 80% des besoins chinois en pétrole passent par le détroit de Malacca, Lombok et le détroit de la Sonde. La région est riche en ressources naturelles importantes et

représente un marché énorme comptant plus de 600 millions de consommateurs. Les intérêts de la Chine sont tournés prioritairement vers cette zone stratégique, et le point névralgique pour la suprématie dans cette zone est la domination des mers, le «*sea power*». C'est dans le bassin maritime du Sud-Est asiatique que se confrontent les orientations stratégiques des États régionaux, pour le contrôle des voies d'accès à l'océan Indien, aux routes maritimes vers le Golfe persique et vers le corridor méditerranéen. Dans cette zone, beaucoup de pays revendiquent leur souveraineté sur de nombreux atolls et petites îles, et on peut y mesurer la force d'agrégation de la Chine et les résistances des États avoisinants qui craignent la combativité croissante de Pékin.

Économie et armée, points de force réels de la République populaire de Chine

Puisqu'elle tente de s'affermir en tant que puissance d'agrégation en Asie, la République populaire de Chine peut compter sur sa force économique, devenue un point de mire pour les autres États régionaux désireux de profiter de son marché ou de ses capitaux. Au cours des dernières décennies son poids économique a augmenté d'une façon exponentielle: déjà au début des années 90, «sur l'ensemble des IDE [investissements directs à l'extérieur – *N.d.l.r.*] en Asie, 30% environ étaient dirigés vers les cinq plus grands pays de l'ASEAN: Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Philippines et Singapour, et seulement 18% vers la Chine; mais dix ans plus tard, en 2000, cette tendance avait été inversée: les Chinois absorbaient 30% des IDE et leurs voisins deux tiers de moins, soit 10% seulement».² La centralité économique de la Chine s'est accrue de plus en plus; déjà en 1997, avec l'éclatement de la crise financière asiatique, ce pays joua un rôle décisif au niveau régional en évitant de déprécier sa propre monnaie et en fournissant son aide aux États impliqués, comme la Thaïlande et l'Indonésie. Pékin s'est servi de son économie pour nouer des relations bilatérales et assumer des responsabilités toujours croissantes dans les processus d'intégration. Sa montée économique s'accompagne de son renforcement militaire, afin d'acquérir une influence internationale correspondant à sa taille démographique et au poids croissant de son économie. Dès l'après-guerre, les forces armées chinoises souffraient de leurs effectifs pléthoriques et de la pauvreté de leur technologie. Mais aujourd'hui, selon le journal *China Daily*, cette situation est en train de changer et le gouvernement se concentre surtout sur le développement de sa marine militaire. Selon plusieurs observateurs, ses progrès sur le plan militaire ont été exceptionnels, et la Chine a atteint la troisième place, derrière les États-Unis et la Russie, en termes de capacités militaires, dépassant des pays tels que la France et le Royaume-Uni. Son écart par rapport aux États-Unis est cependant encore important, car les Américains possèdent un personnel militaire actif de 1,4 millions d'hommes et 1,1 millions de réservistes, 13.892 avions et une flotte navale, dont 10 porte-avions et 75 sous-marins, plusieurs étant dotés d'une capacité nucléaire. Quant à elle, la Chine peut compter sur un personnel militaire de 2,33 millions d'hommes, avec 2,3 millions de réservistes, 2.860 avions, un seul porte-avions et 67 sous-marins. Mais la différence la plus grande réside encore dans les budgets de la défense: les États-Unis dépensent à eux seuls autant que la Chine, la Russie, l'Arabie Saoudite, la France, le Royaume-Uni, l'Inde et l'Allemagne réunis.³

Au cours des 27 dernières années la Chine a augmenté d'environ 10% par an son budget de la défense, et, dès 2003, ce chiffre a progressé de 175%. Depuis deux décennies, elle a accru ses dépenses militaires d'un pourcentage à deux chiffres; c'est ainsi qu'elle est devenue la deuxième puissance mondiale en termes d'investissements militaires, son budget étant trois fois supérieur à celui d'autres grandes puissances traditionnelles telles que la France, le Japon et le Royaume-Uni, et presque quatre fois plus que l'Inde, son rival régional. La Chine est aussi le seul pays, en dehors des États-Unis, à avoir un budget de la défense à trois chiffres (en milliards de dollars américains). Selon la revue *Foreign Affairs*, durant les dernières années, l'augmentation de ses dépenses militaires a toujours dépassé le rythme de croissance du PIB: entre 1998 et 2007 l'économie chinoise a progressé à un taux moyen annuel de 12,5%, tandis que les dépenses de défense augmentaient en moyenne de 15,9%. Mais avec le ralentissement de sa croissance économique, le contraste entre sa performance économique et

ses frais de défense est en train de devenir de plus en plus éclatant.⁴

Nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'efficacité réelle des forces armées chinoises, le degré de modernisation de ses différentes unités et leur niveau technologique réel. Nous constatons seulement que les dépenses de défense ont désormais donné à la Chine un avantage compétitif, par rapport à la plupart des autres pays de cette région, en termes de projection militaire. Sa force militaire peut compter sur le poids démographique du pays; selon la *Rivista Italiana Difesa* les forces armées chinoises, tout en ayant renoncé à leur masse brute en faveur d'une augmentation de la qualité des armements, peuvent compter sur des chiffres qui sont, et seront aussi à l'avenir, très supérieurs à ceux de ses voisins immédiats, et pas seulement ceux-ci. L'avantage démographique peut aussi se traduire par un avantage technologique, étant donné la quantité énorme de techniciens qui sont formés chaque année en Chine, et qui constituent une masse critique capable de travailler à de nombreux programmes de développement militaire. Il faut désormais abandonner l'idée, encore dominante en Occident, selon laquelle les techniciens chinois ne seraient capables que de copier les projets occidentaux de haute technologie.⁵

La politique des États-Unis et du Japon vise à contenir la Chine

Tandis que le renforcement économique et militaire tend à favoriser sa force d'agrégation au niveau régional, la Chine doit faire face aux initiatives de ses adversaires stratégiques (les États-Unis et le Japon) désireux de la freiner et de la contenir.

Les États-Unis ont renforcé leurs alliances avec plusieurs pays de cette région; le Japon, la Corée du Sud et les Philippines se sont rapprochés du Vietnam et de l'Indonésie et ont normalisé leurs relations avec le Myanmar. Certains pays asiatiques ont des contentieux territoriaux avec Pékin et voient en Washington un bouclier qui les protège des Chinois. De ce point de vue, le Vietnam représente un cas emblématique puisqu'il entretient, depuis toujours, une relation de puissance asymétrique par rapport à la Chine. Il a lui aussi tiré profit de la croissance chinoise, car entre 2003 et 2014 son commerce bilatéral avec la Chine est passé de 4,6 à 63,6 milliards de dollars (+ 140% en dix ans). Dans la même période, les investissements chinois au Vietnam sont passés de 0,5 à 8 milliards de dollars (+ 160%), tandis que les entreprises chinoises ont obtenu 90% des adjudications pour des projets concernant les infrastructures.⁶ Mais, afin de se soustraire à l'étreinte mortelle de Pékin et de contrebalancer son poids, Hanoï a essayé de renforcer ses relations avec Washington. Il a adhéré à la Trans-Pacific Partnership, la zone d'intégration économique du Pacifique créée par les Américains, dont les Chinois sont exclus, et les États-Unis se sont engagés à affecter des fonds pour aider le Vietnam à acquérir des navires militaires et pouvoir patrouiller les eaux disputées de cette région.

Le Japon, lui aussi, se démène pour endiguer la présence chinoise. Dès son installation à la tête du gouvernement national, le Premier ministre japonais Shinzo Abe a choisi le Vietnam, la Thaïlande et l'Indonésie comme ses premières destinations diplomatiques, afin d'élargir les relations commerciales avec le Sud-Est asiatique et augmenter le poids régional du Japon. En juillet dernier, le Premier ministre nippon s'est engagé à assurer des aides financières aux pays du «*Mekong Five*»: le Cambodge, le Laos, le Myanmar, la Thaïlande et le Vietnam. Tokyo a aussi établi une entente triangulaire avec le Myanmar et la Thaïlande pour lancer la zone économique spéciale de Dawei. Couvrant 200 kilomètres carrés au sud de la Birmanie, cette zone pourrait devenir le terminus du couloir sud du Mékong qui, partant du Vietnam, devrait s'étendre jusqu'au Myanmar, favorisant ainsi l'intégration des pays de cette zone. Dans sa tentative de renforcement régional, la Chine doit donc faire face aux initiatives économiques et militaires des États-Unis et du Japon, deux puissances qui veulent et peuvent freiner toute tentative possible d'agrégation asiatique dirigée par la Chine, en jouant sur les contradictions que la détermination de la République populaire entraîne inévitablement.

NOTES:

¹ Henry Kissinger, *Cina*, Mondadori, Milan 2011.

² Dolores Cabras, *Il ritorno dell'Impero di Mezzo. La grande strategia cinese in Asia nel XXI secolo*, Fuoco Edizioni, Rome 2013.

³ Chris Peterson, "All Eyes on China's Military Power", *China Daily* (édition en ligne), 9 septembre 2015.

⁴ Richard A. Bitzinger, "China's Double-Digit Defense Growth", *Foreign Affairs* (édition en ligne), 19 mars 2015.

⁵ Sergio Coniglio, "Due caccia "Stealth" cinesi, ma perchè?", *RID. Rivista Italiana Difesa*, décembre 2013.

⁶ Nguyen Vu Tung, "Vietnam fra Cina e Usa", *Limes*, août 2015.